

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2019/30424]

2 MAI 2019. — Loi transposant la Directive (UE) 2017/1852 du Conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'Union européenne (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. § 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la constitution.

§ 2. Elle assure la transposition de la directive (UE) 2017/1852 du conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'union européenne.

§ 3. La présente loi établit des règles relatives à un mécanisme destiné à régler les différends entre états membres lorsque ces différends découlent de l'interprétation et de l'application d'accords et de conventions tendant à éviter la double imposition du revenu et, le cas échéant, de la fortune.

TITRE 2. — Mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'union européenne

Section 1^{re}. — Définitions

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, l'on entend par :

1° "autorité compétente" : l'autorité d'un état membre, désignée comme telle par l'état membre concerné ;

2° "autorité compétente belge" : l'autorité compétente nommé par le Roi par arrêté ;

3° "juridiction compétente" : le tribunal ou le président du tribunal de première instance, siégeant en référé, qui siège au siège de la cour d'appel de ressort duquel est établi le service d'imposition qui a pris la disposition contestée. Toutefois, lorsque la procédure est en langue allemande, le tribunal de première instance d'Eupen est seul compétent.

Le Roi peut désigner, dans le ressort de la cour d'appel, un autre tribunal ou président du tribunal de première instance, que ceux visés à l'alinéa 1^{er}, qui connaissent des contestations relatives à l'application d'une loi d'impôt ;

4° "double imposition" : l'imposition par deux états membres ou plus sur les mêmes revenus imposables ou sur la même fortune imposable concernant des impôts relevant d'un accord ou d'une convention préventive de la double imposition sur les revenus et, le cas échéant, sur la fortune, lorsque cette imposition donne lieu à :

- a) une imposition complémentaire ;
- b) un accroissement des dettes fiscales ; ou
- c) une annulation ou une réduction des pertes, qui pourraient être utilisées pour compenser des bénéfices imposables ;

5° "personne concernée" : toute personne qui est résident fiscal d'un état membre et dont l'imposition est directement matière à différend ;

6° "grande entreprise" : une entreprise qui, à la date de clôture de son bilan, dépasse au moins deux des trois critères suivants :

- a) total du bilan : 20 000 000 euros ;
- b) chiffre d'affaire net : 40 000 000 euros ;
- c) nombre moyen de salariés au cours de l'exercice : 250 ;

7° "grand groupe" : un groupe composé d'une entreprise mère et d'entreprises filiales comprises dans une consolidation et qui, à la date de clôture du bilan de l'entreprise mère, dépasse, sur une base consolidée, les limites chiffrées d'au moins deux des trois critères suivants :

- a) total du bilan : 20 000 000 euros ;
- b) chiffre d'affaires net : 40 000 000 euros ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2019/30424]

2 MEI 2019. — Wet tot omzetting van de Richtlijn (EU) 2017/1852 van de Raad van 10 oktober 2017 betreffende mechanismen ter beslechting van belastinggeschillen in de Europese Unie (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. § 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

§ 2. Ze verzekert de omzetting van Richtlijn (EU) 2017/1852 van de Raad van 10 oktober 2017 betreffende mechanismen ter beslechting van belastinggeschillen in de Europese Unie.

§ 3. Deze wet legt voorschriften vast met betrekking tot een mechanisme ter beslechting van geschillen tussen lidstaten welke ontstaan naar aanleiding van de interpretatie en toepassing van overeenkomsten en verdragen tot het vermijden van dubbele belasting op inkomsten en, waar van toepassing, op vermogen.

TITEL 2. — Mechanismen ter beslechting van belastinggeschillen in de Europese Unie

Afdeling 1. — Definities

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° "bevoegde autoriteit" : de autoriteit van een lidstaat die als zodanig door de betrokken lidstaat is aangewezen;

2° "Belgische bevoegde autoriteit" : de door de Koning bij besluit aangeduide bevoegde autoriteit;

3° "bevoegde rechtbank" : de rechtbank of de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, zetelend zoals in kortgeding, die zitting houdt ter zetel van het Hof van beroep in wiens rechtsgebied de belastingdienst gelegen is die de bestreden beschikking heeft getroffen. Wanneer evenwel de procedure in het Duits wordt gevoerd, is alleen de rechtbank van eerste aanleg van Eupen bevoegd.

De Koning kan in het rechtsgebied van het Hof van beroep een andere dan de in het eerste lid bedoelde rechtbank of voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, aanwijzen, die kennis nemen van geschillen betreffende de toepassing van deze wet;

4° "dubbele belasting" : de heffing van belastingen op dezelfde belastbare inkomsten of hetzelfde belastbare vermogen door twee of meer lidstaten, van belastingen die onder een overeenkomst of verdrag tot het vermijden van dubbele belasting op inkomsten en, waar van toepassing, op vermogen vallen, wanneer zulks aanleiding geeft tot :

- a) een bijkomende belastingheffing;
- b) een toename van de belastingsschulden; of
- c) een annulering of vermindering van verliezen die met belastbare winst kunnen worden verrekend;

5° "belanghebbende" : elke persoon die een fiscaal ingezetene is van een lidstaat en voor wiens belastingheffing het geschilpunt rechtstreekse gevolgen heeft;

6° "grote onderneming" : een onderneming die op de balansdatum ten minste twee van de volgende drie criteria overschrijdt :

- a) balanstotaal : 20 000 000 euro;
- b) netto-omzet : 40 000 000 euro;
- c) gemiddeld personeelsbestand gedurende het boekjaar : 250;

7° "grote groep" : een groep bestaande uit in een consolidatie op te nemen moeder- en dochterondernemingen die, op geconsolideerde basis, op de balansdatum van de moederonderneming de grensbedragen voor ten minste twee van de volgende drie criteria overschrijden :

- a) balanstotaal : 20 000 000 euro;
- b) netto-omzet : 40 000 000 euro;

c) nombre moyen de salariés au cours de l'exercice : 250 ;

8° "État membre" : un État membre de l'union européenne ;

9° "différend" : l'affaire qui donne lieu à un différend visé à l'article 1^{er}, § 3.

Section 2. — La réclamation

Art. 3. § 1^{er}. Toute personne concernée peut introduire une réclamation concernant un différend auprès de l'autorité belge compétente, en demandant le règlement du différend.

La réclamation est introduite dans un délai de trois ans à compter de la date de la réception de la première notification concernant un ou plusieurs actes qui entraîne ou entraînera un différend, indépendamment d'autres recours éventuels que la personne concernée aurait introduits.

La personne concernée introduit simultanément la réclamation auprès de chacune des autres autorités compétentes concernées, avec les mêmes informations. La réclamation mentionne les autres états membres qui sont concernés par le différend.

Pour l'application de la présente loi et des arrêtés d'exécution qui en découlent, la réclamation doit être introduite dans l'une des langues officielles ou en anglais.

§ 2. Chaque réclamation fait l'objet d'un accusé de réception dans les deux mois à compter de la date de la réception par l'autorité compétente belge.

§ 3. L'autorité compétente belge informe les autorités compétentes des autres états membres concernés de cette réclamation dans le délai visé au paragraphe 2.

L'autorité compétente belge informe alors à ce moment les autres autorités compétentes de sa préférence, quant à la langue dans laquelle la communication aura lieu au cours des étapes de la procédure.

§ 4. La réclamation visée au paragraphe 1^{er} n'est acceptée que si la personne concernée qui a introduit la réclamation, fournit à l'autorité compétente belge les informations suivantes :

1° Le nom, l'adresse, le numéro d'identification fiscale et toutes autres informations nécessaires à l'identification de la personne concernée ayant introduit la réclamation auprès des autorités compétentes et de toute autre personne intéressée ;

2° Les périodes fiscales concernées ;

3° Des précisions sur les faits et circonstances à prendre en considération dans le cas d'espèce, y compris sur la structure de la transaction et les relations entre la personne concernée et les autres parties aux transactions concernées, ainsi que, le cas échéant, sur tous faits établis de bonne foi dans un accord mutuellement contraignant entre la personne concernée et l'administration fiscale. Doivent être communiqués, en particulier, la nature et la date des mesures donnant lieu au différend, y compris, le cas échéant, des précisions sur les mêmes revenus perçus dans l'autre état membre et sur l'inclusion de ces revenus parmi les revenus imposables dans l'autre état membre, et des précisions sur les impôts exigés ou qui seront exigés au titre de ces revenus dans l'autre état membre, ainsi que sur les montants correspondants dans les monnaies des états membres concernés, avec une copie de toute pièce justificative ;

4° Une référence aux dispositions nationales et aux accords ou conventions visées à l'article 1^{er}, § 3, alinéa 1^{er} lorsque plusieurs accords ou conventions sont applicables, la personne concernée qui a introduit la réclamation précise quel accord ou convention donne lieu à interprétation dans le cadre du différend en question ;

5° Les informations suivantes, avec des copies de toute pièce justificative :

a) une explication des raisons pour lesquelles la personne concernée estime qu'il y a matière à différend ;

b) des informations détaillées sur les actions en justice et procédures de recours engagées par la personne concernée à propos des transactions concernées et sur toute décision de justice portant sur le différend ;

c) un engagement de la personne concernée à répondre de manière aussi complète et rapide que possible à toutes les requêtes appropriées formulées par une autorité compétente et à fournir également toute pièce demandée par les autorités compétentes ;

c) gemiddeld personeelsbestand gedurende het boekjaar : 250;

8° "lidstaat" : een lidstaat van de Europese Unie;

9° "geschilpunt" : de kwestie die aanleiding geeft tot een geschil bedoeld in artikel 1, § 3.

Afdeling 2. — De klacht

Art. 3. § 1. Elke belanghebbende kan een klacht indienen met betrekking tot een geschilpunt bij de Belgische bevoegde autoriteit, waarbij om de beslechting van het geschilpunt wordt verzocht.

De klacht wordt ingediend binnen een termijn van drie jaar, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de eerste kennisgeving met betrekking tot een of meerdere handelingen die aanleiding geeft of zal geven tot het geschilpunt, ongeacht de eventuele aanwending van de gebruikelijke rechtsmiddelen.

De belanghebbende dient de klacht tegelijkertijd en met dezelfde gegevens, bij elk van de andere betrokken bevoegde autoriteiten in. De klacht maakt melding van de andere lidstaten die betrokken zijn bij het geschilpunt.

Voor de toepassing van deze wet en de daaruit voortvloeiende uitvoeringsbesluiten gebeurt de indiening van de klacht, in één van de officiële landstalen of in het Engels.

§ 2. Elke klacht maakt het voorwerp uit van een ontvangstbevestiging binnen de twee maanden te rekenen vanaf de datum van ontvangst ervan door de Belgische bevoegde autoriteit.

§ 3. De Belgische bevoegde autoriteit stelt de bevoegde autoriteiten van de andere betrokken lidstaten in kennis van deze klacht binnen de in paragraaf 2 bedoelde termijn.

De Belgische bevoegde autoriteit stelt de andere bevoegde autoriteiten op dat moment in kennis van haar voorkeur met betrekking tot de taal waarin de communicatie tijdens de procedurehandelingen zal plaatsvinden.

§ 4. De in paragraaf 1 bedoelde klacht wordt slechts aanvaard indien de belanghebbende die de klacht indient, de Belgische bevoegde autoriteit de volgende inlichtingen verschaft :

1° de naam, het adres, het fiscaal identificatienummer en alle andere inlichtingen die nodig zijn voor de identificatie van de belanghebbende die de klacht heeft ingediend bij de bevoegde autoriteiten, en van elke andere belanghebbende;

2° de betrokken belastbare tijdperken;

3° nadere informatie over de relevante feiten en omstandigheden van de zaak, met inbegrip van bijzonderheden over de structuur van de transactie en over de verhouding tussen de belanghebbende en de andere partijen bij de relevante transacties, alsmede desgevallend van de feiten die te goeder trouw in een wederzijds bindende overeenkomst tussen de belanghebbende en de belastingdienst zijn vastgelegd. Meer in het bijzonder moeten worden meegedeeld, de aard en de datum van de handelingen die aanleiding geven tot het geschilpunt waaronder, in voorkomend geval, bijzonderheden over dezelfde in de andere lidstaat ontvangen inkomsten en de opnemings daarvan in de belastbare inkomsten in de andere lidstaat, evenals bijzonderheden over de belastingen die in verband met die inkomsten in de andere lidstaat zijn geheven of zullen worden geheven, alsmede de daarmee verband houdende bedragen in de valuta's van de betrokken lidstaten, met een afschrift van eventuele bewijsstukken;

4° een verwijzing naar de toepasselijke nationale regels en naar de overeenkomsten of verdragen bedoeld in artikel 1, § 3, eerste lid; indien meer dan één overeenkomst of verdrag van toepassing is, vermeldt de belanghebbende die de klacht indient welke overeenkomst of welk verdrag geïnterpreteerd wordt met betrekking tot het geschilpunt in kwestie;

5° de volgende informatie, samen met een afschrift van eventuele bewijsstukken :

a) een verklaring waarom de belanghebbende meent dat er sprake is van een geschilpunt;

b) nadere bijzonderheden over elk door de belanghebbende ingesteld beroep en elke door de belanghebbende opgestarte rechtszaak met betrekking tot de relevante transacties, en over elke rechterlijke beslissing in verband met het geschilpunt;

c) een toezegging van de belanghebbende om zo volledig en zo snel mogelijk op alle toepasselijke verzoeken van een bevoegde autoriteit te reageren en daarnaast op verzoek van de bevoegde autoriteiten alle documentatie zal verstrekken;

d) une copie de la décision d'imposition définitive sous la forme d'un avis d'imposition définitif, du rapport de contrôle fiscal ou de tout autre document équivalent entraînant le différend et une copie de tout autre document disponible émis par les autorités fiscales concernant le différend, le cas échéant ;

e) des informations sur toute réclamation introduite par la personne concernée dans le cadre d'une autre procédure amiable ou procédure de règlement des différends au sens de l'article 16, § 5, et un engagement explicite par lequel la personne concernée déclare qu'elle respectera les dispositions de l'article 16, § 5, le cas échéant ;

6° Toute information spécifique complémentaire demandée par l'autorité compétente belge qui est considérée comme nécessaire pour procéder à un examen au fond du cas d'espèce.

§ 5. L'autorité compétente belge peut demander les informations visées au paragraphe 4, 6° dans un délai de 3 mois à compter de la date de la réception de la réclamation.

Si l'autorité compétente belge le juge nécessaire, une demande d'information supplémentaire est introduite au cours de la procédure amiable prévue à l'article 4.

La demande visée aux alinéas 1 et 2 ne peut entraîner la divulgation d'un secret commercial, industriel ou professionnel, ou des procédés commerciaux.

Une personne concernée qui reçoit une demande visée aux alinéas 1 et 2 répond dans un délai de trois mois à compter de la réception de cette demande.

Une copie de la réponse visée à l'alinéa 4 est par ailleurs adressée simultanément aux autorités compétentes des autres états membres concernés.

§ 6. Dans un délai de six mois à compter de la date de la réception de la réclamation par l'autorité compétente belge ou dans un délai de six mois à compter de la date de la réception des informations visées au paragraphe 4, 6°, la date la plus tardive étant retenue, l'autorité compétente belge prend une décision sur l'acceptation ou le rejet de la réclamation visée au paragraphe 1^{er}.

L'autorité compétente belge informe sans tarder la personne concernée et les autorités compétentes des autres états membres concernés de la décision visée au premier alinéa.

Dans le délai visé au paragraphe 6, alinéa 1^{er}, l'autorité compétente belge peut décider de régler le différend sur une base unilatérale sans faire intervenir les autres autorités compétentes des états membres concernés. Dans ce cas, la personne concernée et les autres autorités compétentes des états membres concernés en sont informées sans tarder. La notification met fin aux actes de procédure concernant ce différend.

§ 7. Lorsqu'une personne concernée souhaite retirer une réclamation, elle présente une notification écrite de retrait à l'autorité compétente belge et à chacune des autorités compétentes des états membres concernés simultanément.

La notification visée à l'alinéa 1^{er} met fin à toutes les procédures découlant de la présente loi.

L'autorité compétente belge qui reçoit une notification, visée à l'alinéa 1^{er}, informe immédiatement les autres autorités compétentes des états membres concernés de la fin des procédures.

§ 8. Si, pour quelque raison que ce soit, un différend cesse d'exister, toutes les procédures de réclamation relatives au paragraphe 1^{er} prennent fin avec effet immédiat.

L'autorité compétente belge informe sans tarder la personne concernée de cette situation en indiquant les raisons générales pour cette cessation.

Section 3. — Procédure amiable

Art. 4. § 1^{er}. Lorsque la plainte visée à l'article 3, § 1^{er}, est acceptée par l'autorité compétente belge et par les autorités compétentes des états membres concernés, elles s'efforcent de régler le différend à l'amiable dans un délai de deux ans à compter de la date de la dernière notification par un état membre de la décision d'accepter la réclamation.

Le délai de deux ans visé à l'alinéa 1^{er} peut être prorogé d'un an maximum à la demande d'une autorité compétente d'un état membre concerné, adressée à toutes les autres autorités compétentes des états membres concernés, si l'autorité compétente requérante fournit une justification écrite.

d) in voorkomend geval, een afschrift van het definitieve besluit over de belastingaanslag in de vorm van een definitieve belastingaanslag, een verslag van de belastingcontrole of een ander gelijkwaardig document dat aanleiding geeft tot het geschilpunt, en een afschrift van elk ander beschikbaar document dat de belastingautoriteiten met betrekking tot het geschilpunt hebben verstrekt;

e) in voorkomend geval, informatie over eventuele klachten die door de belanghebbende zijn ingediend uit hoofde van een andere procedure voor onderling overleg of uit hoofde van een andere geschillenbeslechtingsprocedure, als omschreven in artikel 16, § 5, en een uitdrukkelijke toezegging van de belanghebbende dat hij het bepaalde in voormeld artikel 16, § 5, zal naleven;

6° alle door de Belgische bevoegde autoriteit gevraagde specifieke aanvullende informatie die noodzakelijk wordt geacht voor een grondig onderzoek van de zaak in kwestie.

§ 5. De Belgische bevoegde autoriteit kan om de in paragraaf 4, 6°, bedoelde informatie verzoeken binnen drie maanden, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de klacht.

Indien dit door de Belgische bevoegde autoriteit nodig wordt geacht, wordt een bijkomend verzoek om informatie ingesteld tijdens de in artikel 4 bedoelde procedure voor onderling overleg.

Het in het eerste en tweede lid bedoelde verzoek mag niet leiden tot de openbaarmaking van een handels-, bedrijfs-, nijverheids- of beroepsgeheim of van een fabrieks- of handelswerkwijze.

Een belanghebbende die een in het eerste en tweede lid bedoelde verzoek ontvangt, antwoordt binnen drie maanden te rekenen vanaf de ontvangst van dit verzoek.

Een afschrift van het in het vierde lid bedoelde antwoord wordt eveneens gelijktijdig verzonden aan de bevoegde autoriteiten van de andere betrokken lidstaten.

§ 6. Binnen zes maanden te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de klacht door de Belgische bevoegde autoriteit of binnen zes maanden te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de in paragraaf 4, 6°, bedoelde informatie, indien dat later is, neemt de Belgische bevoegde autoriteit een besluit over de aanvaarding of weigering van de in paragraaf 1 bedoelde klacht.

De Belgische bevoegde autoriteit stelt de belanghebbende en de bevoegde autoriteiten van de andere betrokken lidstaten onverwijld in kennis van het in het eerste lid bedoelde besluit.

De Belgische bevoegde autoriteit kan evenwel binnen de in paragraaf 6, eerste lid, bedoelde termijn, besluiten het geschilpunt eenzijdig te beslechten, zonder de bevoegde autoriteiten van de andere betrokken lidstaten erbij te betrekken. In dat geval worden de belanghebbende en de bevoegde autoriteiten van de andere betrokken lidstaten daarvan onverwijld in kennis gesteld. De kennisgeving beëindigt de procedurehandelingen met betrekking tot dit geschilpunt.

§ 7. Een belanghebbende die een klacht wenst in te trekken, dient gelijktijdig bij de Belgische bevoegde autoriteit en elk van de bevoegde autoriteiten van de betrokken lidstaten een schriftelijke kennisgeving van intrekking in.

De in het eerste lid bedoelde kennisgeving beëindigt alle procedurehandelingen ontstaan uit hoofde van deze wet.

Indien de Belgische bevoegde autoriteit een in het eerste lid bedoelde kennisgeving ontvangt, stelt deze de andere bevoegde autoriteiten van de betrokken lidstaten onverwijld in kennis van de beëindiging van de procedurehandelingen.

§ 8. Indien een geschilpunt om welke reden ook, ophoudt te bestaan, worden alle procedurehandelingen met betrekking tot de overeenkomstig paragraaf 1 ingediende klacht beëindigd.

De Belgische bevoegde autoriteit stelt de belanghebbende hierover onverwijld van in kennis met vermelding van de algemene redenen voor de beëindiging.

Afdeling 3. — Procedure voor onderling overleg

Art. 4. § 1. Indien de in artikel 3, § 1, bedoelde klacht aanvaard wordt door de Belgische bevoegde autoriteit en door de bevoegde autoriteiten van de betrokken lidstaten, trachten zij binnen een termijn van twee jaar te rekenen vanaf de datum van de laatste kennisgeving door één van de lidstaten van het besluit tot aanvaarding van de klacht, het geschilpunt in onderling overleg te beslechten.

De in het eerste lid bedoelde termijn van twee jaar kan op verzoek van een bevoegde autoriteit van een betrokken lidstaat aan alle andere bevoegde autoriteiten van de betrokken lidstaten met ten hoogste één jaar worden verlengd, mits de verzoekende bevoegde autoriteit dit verzoek schriftelijk motiveert.

§ 2. Une fois que l'autorité compétente belge parvient à un accord sur la manière de régler le différend avec les autorités compétentes des états membres concernés, dans le délai visé au paragraphe 1^{er}, elle notifie sans tarder cet accord à la personne concernée sous la forme d'une décision contraignante pour l'autorité et est exécutoire pour la personne concernée, sous réserve que cette dernière accepte la décision et renonce, le cas échéant, au droit à toute autre voie de recours.

Lorsque des actes de procédure relatifs aux autres voies de recours visées à l'alinéa 1^{er} ont déjà été pris, la décision ne devient contraignante et exécutoire qu'une fois que la personne concernée a fourni à l'autorité compétente belge des éléments de preuve attestant que des mesures ont été prises pour mettre fin auxdites procédures. Ces éléments de preuve sont fournis au plus tard soixante jours après que la personne concernée ait été informée de la décision visée l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Dans le cas où l'autorité compétente belge et les autorités compétentes des états membres concernés ne sont pas parvenues à un accord sur la résolution du différend dans le délai visé au paragraphe 1^{er}, l'autorité compétente belge en informe la personne concernée en indiquant les raisons générales pour lesquelles aucun accord n'a pu être trouvé.

Section 4. — Décision de l'autorité compétente concernant la réclamation

Art. 5. § 1^{er}. L'autorité compétente belge peut décider de rejeter une réclamation dans le délai visé à l'article 3, § 6, alinéa 1^{er} :

1° Si les informations visées à l'article 3, § 4, manquent, y compris les informations visées à l'article 3, § 4, 6°, qui n'ont pas été fournies dans le délai visé à l'article 3, § 5 ;

2° S'il n'y a pas matière à différend; ou

3° Si la réclamation n'a pas été soumise dans le délai visé à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2.

Lorsque l'autorité compétente belge informe la personne concernée du rejet visé à l'alinéa 1^{er} conformément aux dispositions de l'article 3, § 6, elle fournit les raisons générales qui motivent son rejet.

§ 2. Si l'autorité compétente belge n'a pas pris de décision dans les six mois à compter de la date de la réception de la réclamation ou dans les six mois à compter de la date de la réception des informations visées à l'article 3, § 4, 6°, la réclamation est réputée avoir été acceptée.

§ 3. Si l'autorité compétente belge et toutes les autres autorités compétentes concernées rejettent la réclamation, la personne concernée peut intenter une action contre la décision de l'autorité compétente belge, conformément aux articles 1385*decies* et 1385*undecies* du code judiciaire.

La personne concernée qui exerce son droit de recours conformément à l'alinéa 1^{er} ne peut présenter une demande en vertu de l'article 6, § 1^{er}, 1° :

1° Tant que la décision fait encore l'objet d'un recours ;

2° Lorsque la décision de rejet peut encore faire l'objet d'un recours ;

3° Lorsque la décision de rejet a été confirmée dans le cadre de la procédure de recours visée au 1°, mais qu'il n'est pas possible dans l'un des états membres concernés de s'écarter de la décision de la juridiction ou des autres autorités judiciaires concernées.

Si le droit de recours a été exercé, la décision de la juridiction compétente est prise en compte aux fins de l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°.

Section 5. — Règlement des différends en commission consultative

Art. 6. § 1^{er}. A la demande de la personne concernée, les autorités compétentes constituent une commission consultative, lorsque :

1° La plainte de la personne concernée a été rejetée conformément à l'article 5, § 1^{er}, par au moins une des autorités compétentes concernées, mais pas toutes, ou;

2° Les autorités compétentes concernées ont accepté la réclamation de la personne concernée mais elles ne sont pas parvenues, dans le délai visé à l'article 4, § 1^{er}, à un accord à l'amiable sur la résolution du différend.

La personne concernée ne peut présenter la demande visée au paragraphe 1^{er} que si, contre le rejet visé à l'article 5, § 1^{er}, aucun recours ne peut être introduit, aucun recours n'est en instance ou la personne concernée a formellement renoncé à son droit de recours, lorsque la demande contient une déclaration à cet effet.

§ 2. Zodra de Belgische bevoegde autoriteit binnen de in paragraaf 1 bedoelde termijn overeenstemming heeft bereikt met de bevoegde autoriteiten van de betrokken lidstaten over de beslechting van het geschilpunt, stelt zij de belanghebbende daarvan onverwijld in kennis in de vorm van een besluit dat bindend is voor de autoriteit en afdwingbaar is door de belanghebbende mits deze laatste het besluit aanvaardt en, in voorkomend geval, afziet van het recht om andere rechtsmiddelen aan te wenden.

Indien er reeds procedurehandelingen met betrekking tot de in het eerste lid bedoelde andere rechtsmiddelen waren aangevat, wordt het besluit enkel bindend en afdwingbaar van zodra de belanghebbende ten overstaan van de Belgische bevoegde autoriteit bewijst dat er stappen zijn gezet om deze procedurehandelingen te beëindigen. Deze bewijzen worden verstrekt uiterlijk zestig dagen nadat de belanghebbende van het in het eerste lid bedoelde besluit in kennis is gebracht.

§ 3. Indien de Belgische bevoegde autoriteit en de bevoegde autoriteiten van de betrokken lidstaten geen overeenstemming hebben bereikt over de beslechting van het geschilpunt binnen de in paragraaf 1 bedoelde termijn, stelt de Belgische bevoegde autoriteit de belanghebbende daarvan in kennis, met opgave van de algemene redenen waarom geen overeenstemming kon worden bereikt.

Afdeling 4. — Besluit van de bevoegde autoriteit betreffende de klacht

Art. 5. § 1. De Belgische bevoegde autoriteit kan binnen de in artikel 3, § 6, eerste lid, bedoelde termijn, besluiten een klacht af te wijzen wanneer :

1° de in artikel 3, § 4, bedoelde inlichtingen ontbreken, met inbegrip van de in artikel 3, § 4, 6°, bedoelde informatie die niet binnen de in artikel 3, § 5, vierde lid, bedoelde termijn is ingediend;

2° er geen sprake is van een geschilpunt; of

3° de klacht niet binnen de in artikel 3, § 1, tweede lid, bedoelde termijn is ingediend.

Wanneer de Belgische bevoegde autoriteit de belanghebbende van de in het eerste lid bedoelde afwijzing in kennis stelt overeenkomstig de bepalingen van artikel 3, § 6, geeft zij de algemene redenen voor de afwijzing op.

§ 2. Indien de Belgische bevoegde autoriteit binnen de zes maanden te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de klacht of binnen zes maanden te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de in artikel 3, § 4, 6°, bedoelde informatie geen besluit genomen heeft, wordt de klacht geacht te zijn aanvaard.

§ 3. Indien de Belgische bevoegde autoriteit en alle andere betrokken bevoegde autoriteiten de klacht afwijzen, kan de belanghebbende een vordering instellen tegen het besluit van de Belgische bevoegde autoriteit overeenkomstig artikel 1385*decies* en 1385*undecies* van het Gerechtelijk Wetboek.

De belanghebbende die overeenkomstig het eerste lid zijn recht van beroep uitoefent, kan geen verzoek indienen uit hoofde van artikel 6, § 1, 1° :

1° zolang het besluit nog in beroep wordt behandeld;

2° wanneer het besluit tot afwijzing nog vatbaar is voor beroep;

3° wanneer het besluit tot afwijzing is bevestigd in het kader van de onder 1° bedoelde beroepsprocedure, maar het in een van de betrokken lidstaten niet mogelijk is af te wijken van het besluit van de betrokken rechtbank of andere gerechtelijke instanties.

Indien het recht van beroep is uitgeoefend, wordt het besluit van de betrokken rechtbank in aanmerking genomen voor de toepassing van artikel 6, § 1, eerste lid, 1°.

Afdeling 5. — Geschillenbeslechting door de raadgevende commissie

Art. 6. § 1. Op verzoek van de belanghebbende, stellen de bevoegde autoriteiten een raadgevende commissie in wanneer :

1° de klacht van de belanghebbende werd afgewezen overeenkomstig artikel 5, § 1, door minstens één maar niet door alle betrokken bevoegde autoriteiten, of;

2° de betrokken bevoegde autoriteiten de klacht van de belanghebbende hebben aanvaard, maar ze binnen de in artikel 4, § 1 bedoelde termijn in onderling overleg geen overeenstemming hebben kunnen bereiken over de beslechting van het geschilpunt.

De belanghebbende kan het in het eerste lid bedoelde verzoek enkel doen indien tegen de in artikel 5, § 1, bedoelde afwijzing geen beroep kan worden ingesteld, geen beroep aanhangig is of de belanghebbende formeel afstand heeft gedaan van zijn recht van beroep, waarbij het verzoek een verklaring bevat in die zin.

La personne concernée demande par écrit la constitution d'une commission consultative et ce, selon le cas, au plus tard cinquante jours après la date de la réception de la notification de la décision conformément à l'article 3, § 6, ou à l'article 4, § 3, ou au plus tard cinquante jours après la date du prononcé de la décision par la juridiction ou l'organe judiciaire compétent conformément à l'article 5, § 3.

La commission consultative est constituée au plus tard dans un délai de cent vingt jours à compter de la date de la réception de cette demande. Le président en informe sans tarder la personne concernée.

§ 2. Dans le cas visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, la commission consultative adopte une décision concernant l'acceptation de la réclamation dans un délai de six mois à compter de la date de sa constitution.

Les autorités compétentes concernées, y compris l'autorité compétente belge sont informées dans un délai de trente jours à compter de la date de l'adoption de la décision visée au § 2, alinéa 1^{er}.

Lorsque la commission consultative confirme que toutes les exigences mentionnées à l'article 3 ont été remplies, la procédure amiable visée à l'article 4, § 1^{er}, est engagée sur demande d'une des autorités compétentes concernées.

Si l'autorité compétente belge décide d'engager la procédure amiable visée à l'alinéa précédent, elle en informe la commission consultative, les autres autorités compétentes concernées et la personne concernée.

Le délai visé à l'article 4, § 1^{er}, commence à courir à compter de la date de la notification de la décision prise par la commission consultative, selon laquelle elle accepte la réclamation.

Si, aucune des autorités compétentes concernées n'a demandé l'ouverture de la procédure amiable, dans un délai de soixante jours à compter de la date de la notification de la décision visée au paragraphe 2, alinéa 2, ladite commission rend un avis sur la manière de régler le différend, comme cela est prévu à l'article 14, § 1^{er}. Dans ce cas, aux fins de l'article 14, § 1^{er}, précité, la commission consultative est réputée avoir été constituée à la date d'expiration dudit délai de soixante jours.

§ 3. Dans le cas visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, la commission consultative rend un avis sur la manière de régler le différend, conformément à l'article 14, § 1^{er}.

§ 4. Si la commission consultative ne rend pas d'avis dans le délai visé au § 2, alinéa 1^{er}, l'indemnité visée à l'article 12, § 1^{er}, 2^o, n'est pas due.

Section 6. — Nominations par les juridictions compétentes

Art. 7. § 1^{er}. Si la commission consultative n'est pas constituée dans le délai prévu à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 4, la personne concernée peut introduire une action en référé devant le président de la juridiction compétente afin de constituer la commission consultative.

§ 2. Lorsque l'autorité compétente belge n'a pas procédé à la nomination d'au moins une personnalité indépendante et d'un suppléant, la personne concernée peut, dans le délai visé au § 3, demander au président de la juridiction compétente de nommer une personnalité indépendante et son suppléant à partir de la liste visée à l'article 9.

Lorsque aussi bien l'autorité compétente belge que les autres autorités compétentes concernées n'ont pas procédé à la nomination d'au moins une personnalité indépendante et d'un suppléant, la personne concernée peut, dans le délai visé au § 3, demander à la juridiction compétente de nommer les deux personnalités indépendantes à partir de la liste visée à l'article 9.

Ces personnalités indépendantes, conformément à l'article 8, § 3, désignent le président par tirage au sort à partir de la liste visée à l'article 9.

Lorsque plus d'une personne concernée est concernée par le différend en cours, les personnes concernées communiquent la demande de nomination des personnalités indépendantes et de leurs suppléants à chacun de leurs états de résidence respectifs.

Lorsqu'une seule personne concernée est impliquée dans le différend, la personne concernée communique la demande de nomination des personnalités indépendantes et de leurs suppléants à l'autorité compétente de l'état membre qui n'a pas désigné au moins une personnalité indépendante et un suppléant.

De belanghebbende verzoekt schriftelijk om de oprichting van een raadgevende commissie en dit, naargelang het geval, uiterlijk vijftig dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de kennisgeving van het besluit overeenkomstig artikel 3, § 6, of artikel 4, § 3, of uiterlijk vijftig dagen te rekenen vanaf de datum van de afgifte van het besluit door de betrokken rechtbank of gerechtelijke instantie krachtens artikel 5, § 3.

De raadgevende commissie wordt uiterlijk 120 dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van het verzoek ingesteld. De voorzitter van de commissie stelt de belanghebbende daarvan onverwijld in kennis.

§ 2. In het geval bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 1^o, neemt de raadgevende commissie een besluit over de aanvaarding van de klacht binnen de zes maanden te rekenen vanaf de datum waarop de klacht is ingesteld.

De betrokken bevoegde autoriteiten, met inbegrip van de Belgische bevoegde autoriteit, worden binnen dertig dagen te rekenen vanaf de datum van vaststelling van het in § 2, eerste lid, bedoelde besluit in kennis gesteld.

Indien de raadgevende commissie in haar besluit bevestigt dat aan alle voorschriften van artikel 3 voldaan is, wordt op verzoek van één van de betrokken bevoegde autoriteiten het in artikel 4, § 1, bedoelde procedure voor onderling overleg opgestart.

Indien de Belgische bevoegde autoriteit besluit om tot het in het vorige lid bedoelde procedure voor onderling overleg over te gaan, stelt zij de raadgevende commissie, de andere betrokken bevoegde autoriteiten en de belanghebbende van dat verzoek in kennis.

De in artikel 4, § 1, bedoelde termijn vangt aan vanaf de datum van kennisgeving van het besluit van de raadgevende commissie betreffende de aanvaarding van de klacht.

Indien geen van de betrokken bevoegde autoriteiten binnen een termijn van zestig dagen na de in paragraaf 2, tweede lid, bedoelde dag waarop de kennisgeving van het besluit heeft plaatsgevonden, heeft verzocht om de procedure voor onderling overleg op te starten, brengt de raadgevende commissie overeenkomstig artikel 14, § 1, advies uit over de beslechting van het geschilpunt. In dat geval wordt, voor de toepassing van het voormelde artikel 14, § 1, de raadgevende commissie geacht te zijn ingesteld op de datum waarop de voormelde termijn van zestig dagen verstrijkt.

§ 3. In het geval bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 2^o, brengt de raadgevende commissie overeenkomstig artikel 14, § 1, advies uit over de beslechting van het geschilpunt.

§ 4. Indien de raadgevende commissie geen advies uitbrengt binnen de in paragraaf 2, eerste lid, bedoelde termijn, is de in artikel 12, § 1, 2^o, bedoelde vergoeding, niet verschuldigd.

Afdeling 6. — Benoemingen door bevoegde rechtbanken

Art. 7. § 1. Indien de raadgevende commissie niet is ingesteld binnen de in artikel 6, § 1, vierde lid, bedoelde termijn kan de belanghebbende, om de raadgevende commissie in te stellen, een vordering in kortgeding instellen bij de voorzitter van de bevoegde rechtbank.

§ 2. Indien de Belgische bevoegde autoriteit heeft nagelaten ten minste één vooraanstaande onafhankelijke persoon en een plaatsvervanger te benoemen, kan de belanghebbende binnen de in paragraaf 3 bedoelde termijn de voorzitter van de bevoegde rechtbank verzoeken een vooraanstaande onafhankelijke persoon en een plaatsvervanger te benoemen uit de in artikel 9 bedoelde lijst.

Indien zowel de Belgische bevoegde autoriteit als de andere betrokken bevoegde autoriteiten hebben nagelaten ten minste één vooraanstaande onafhankelijke persoon en een plaatsvervanger te benoemen, kan de belanghebbende binnen de in paragraaf 3 bedoelde termijn de bevoegde rechtbank verzoeken de beide vooraanstaande onafhankelijke personen te benoemen uit de in artikel 9 bedoelde lijst.

Deze vooraanstaande onafhankelijke personen benoemen overeenkomstig artikel 8, § 3, de voorzitter door loting uit de in artikel 9 bedoelde lijst.

Indien meer dan één belanghebbende betrokken is bij het geschilpunt, delen de belanghebbenden het verzoek om de vooraanstaande onafhankelijke personen en hun plaatsvervangers te benoemen mee aan elk van hun respectievelijke woonstaten.

Indien slechts één belanghebbende betrokken is bij het geschilpunt, deelt de belanghebbende het verzoek om de vooraanstaande onafhankelijke personen en hun plaatsvervangers te benoemen mee aan de bevoegde autoriteit van de lidstaat die nagelaten heeft ten minste één vooraanstaande onafhankelijke persoon en een plaatsvervanger te benoemen.

§ 3. Les demandes visées aux paragraphes 1 et 2 ne peuvent être introduites avant l'expiration du délai visé à l'article 6, § 1^{er}, alinéa 4, et au plus tard dans un délai de trente jours à compter de la date d'expiration dudit délai.

§ 4. Dans les cas visés au paragraphe 2, le président du tribunal de première instance désigne, comme en référé, les personnalités indépendantes, conformément à l'article 1680, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du code judiciaire.

Les décisions de nomination ou de remplacement des personnalités indépendantes ne sont pas, conformément à l'article 1680, § 1^{er}, alinéa 3, du même code, susceptibles d'appel. Lorsque le président du tribunal de première instance décide de ne pas procéder à une nomination, un appel peut être interjeté contre cette décision, conformément à l'article 1680, § 1^{er}, alinéa 4, du même code.

Le tribunal de première instance notifie la nomination à l'autorité compétente belge qui en informe immédiatement les autres autorités compétentes concernées.

Section 7. — La commission consultative

Art. 8. § 1^{er}. La commission consultative visée à l'article 6 est composée comme suit :

- 1° un président;
- 2° un représentant de chaque autorité compétente concernée, ce nombre peut, le cas échéant, être porté à deux par autorité compétente si l'autorité compétente belge et les autres autorités compétentes en conviennent;
- 3° une personnalité indépendante, qui est nommée par chaque autorité compétente des états membres concernés à partir de la liste visée à l'article 9, ce nombre peut être porté à deux par autorité compétente si l'autorité compétente belge et les autres autorités compétentes concernées en conviennent.

§ 2. L'autorité compétente belge détermine, en accord avec les autres autorités compétentes concernées, les règles de désignation des personnalités indépendantes visées au paragraphe 1^{er}, 3°.

À la suite de la nomination des personnalités indépendantes, conformément aux dispositions relatives à la nomination des personnalités indépendantes, un suppléant sera nommé pour chacune d'elles en cas d'empêchement de ces personnalités indépendantes de remplir leurs fonctions.

§ 3. Si l'autorité compétente belge et les autres autorités compétentes concernées ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les règles de désignation des personnalités indépendantes visées au paragraphe 2, la désignation des personnalités indépendantes se fait par tirage au sort.

§ 4. Sauf dans le cas où les personnalités indépendantes ont été nommées par la juridiction compétente conformément à l'article 7, § 1^{er}, l'autorité compétente de chacun des états membres concernés peut récuser toute personnalité indépendante pour tout motif convenu à l'avance entre l'autorité compétente belge et les autorités compétentes concernées ou pour l'un des quelconques motifs suivants :

- 1° La personnalité en question appartient à l'une des administrations fiscales concernées, ou exerce des fonctions pour le compte de l'une de ces administrations, ou s'est trouvée dans une telle situation à un moment donné au cours des trois années précédentes ;
- 2° La personnalité détient ou a détenu une participation importante ou un droit de vote dans l'une des personnes concernées, ou elle a été l'employée ou la conseillère de l'une des personnes concernées, à un moment donné au cours des cinq années précédant la date de sa nomination ;
- 3° Elle ne présente pas suffisamment de garanties d'objectivité pour le règlement du ou des différends à trancher ;
- 4° Elle est une employée au sein d'une entreprise qui fournit des conseils fiscaux ou donne des conseils fiscaux à titre professionnel ou s'est trouvée dans une telle situation à un moment donné au cours d'une période d'au moins trois ans avant la date de sa nomination.

§ 5. Lorsqu'une autorité compétente d'un état membre concerné le demande, une personnalité qui a été nommée conformément au paragraphe 2 ou 3, ou son suppléant, déclare tout intérêt, toute relation ou tout autre élément qui serait de nature à nuire à son indépendance ou à son impartialité ou qui pourrait raisonnablement donner une impression de partialité au cours de la procédure.

§ 3. De vorderingen bedoeld in paragrafen 1 en 2 worden ten vroegste ingesteld na het verstrijken van de in artikel 6, § 1, vierde lid, bedoelde termijn en uiterlijk binnen een termijn van 30 dagen vanaf de dag waarop de voormelde termijn verstreken is.

§ 4. In de gevallen bedoeld in paragraaf 2 stelt de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, zetelend zoals in kort geding, de vooraanstaande onafhankelijke personen aan overeenkomstig artikel 1680, § 1, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

Tegen de beslissingen tot aanstelling of tot vervanging van de vooraanstaande onafhankelijke persoon kan, overeenkomstig artikel 1680, § 1, derde lid, van hetzelfde Wetboek geen rechtsmiddel worden ingesteld. Wanneer de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg beslist om niet over te gaan tot een aanstelling kan evenwel overeenkomstig artikel 1680, § 1, vierde lid, van hetzelfde Wetboek tegen deze beslissing hoger beroep worden ingesteld.

De rechtbank van eerste aanleg stelt de Belgische bevoegde autoriteit in kennis van de benoeming, die vervolgens onverwijld de andere betrokken bevoegde autoriteiten in kennis stelt.

Afdeling 7. — De raadgevende commissie

Art. 8. § 1. De in artikel 6 bedoelde raadgevende commissie is als volgt samengesteld :

- 1° één voorzitter;
- 2° één vertegenwoordiger van elke betrokken bevoegde autoriteit, waarbij dit aantal in voorkomend geval verhoogd kan worden tot twee per bevoegde autoriteit, indien de Belgische bevoegde autoriteit en de andere bevoegde autoriteiten overeenstemming bereiken hierover;
- 3° één vooraanstaande onafhankelijke persoon die door elke bevoegde autoriteit van de betrokken lidstaten wordt benoemd uit de in artikel 9 bedoelde lijst, waarbij dit aantal in voorkomend geval verhoogd kan worden tot twee per bevoegde autoriteit, indien de Belgische bevoegde autoriteit en de andere betrokken bevoegde autoriteiten overeenstemming bereiken hierover.

§ 2. De Belgische bevoegde autoriteit bepaalt in overeenstemming met de andere betrokken bevoegde autoriteiten de regels voor de benoeming van de in paragraaf 1, 3° bedoelde vooraanstaande onafhankelijke personen.

Na de benoeming van de vooraanstaande onafhankelijke personen wordt in overeenstemming met de regels die gelden voor de benoeming van de vooraanstaande onafhankelijke personen voor ieder van hen een plaatsvervanger benoemd voor het geval dat de onafhankelijke personen verhinderd worden hun functie uit te oefenen.

§ 3. Indien de Belgische bevoegde autoriteit en de andere betrokken bevoegde autoriteiten geen overeenstemming bereiken over de in paragraaf 2 bedoelde regels voor de benoeming van vooraanstaande onafhankelijke personen, geschiedt de benoeming van de vooraanstaande onafhankelijke personen door loting.

§ 4. Tenzij de vooraanstaande onafhankelijke personen door de bevoegde rechtbank volgens de bepalingen van artikel 7, § 1, zijn benoemd, kan de bevoegde autoriteit van elk van de betrokken lidstaten bezwaar maken tegen de benoeming van een bepaalde vooraanstaande onafhankelijke persoon om elke vooraf tussen de Belgische bevoegde autoriteit en de andere betrokken bevoegde autoriteiten overeengekomen reden of om een van de volgende redenen :

- 1° deze persoon behoort tot of werkt namens een van de betrokken belastingadministraties of heeft op een bepaald moment tijdens de drie voorafgaande jaren in die situatie verkeerd;
- 2° deze persoon heeft een deelneming van betekenis of stemrecht in een van de belanghebbenden in kwestie of heeft die in de loop van de vijf jaar vóór zijn benoeming gehad of is er werknemer of adviseur of is dat in de loop van de vijf jaar vóór zijn benoeming geweest;
- 3° deze persoon biedt onvoldoende garanties om het geschil of de geschillen objectief te behandelen;
- 4° deze persoon is een werknemer van een bedrijf dat belastingadvies verleent of anderszins beroepsmatig belastingadvies verleent, of heeft in de loop van een periode van ten minste drie jaar vóór zijn benoeming in die situatie verkeerd.

§ 5. Indien een bevoegde autoriteit van een betrokken lidstaat dit eist, schenkt een overeenkomstig paragraaf 2 of 3 benoemde vooraanstaande persoon of diens plaatsvervanger klaarheid wat betreft belangen, relaties of andere aangelegenheden die naar verwachting de onafhankelijkheid of onpartijdigheid van die persoon kunnen beïnvloeden, of waarvan redelijkerwijs kan worden aangenomen dat die persoon de procedurehandelingen met vooringenomenheid zal ingaan.

Pendant une période de douze mois suivant la date à laquelle la décision de la commission consultative a été rendue, une personnalité indépendante faisant partie de la commission consultative ne peut se trouver dans une situation qui aurait pu conduire une autorité compétente à s'opposer à sa nomination, comme le prévoit le présent paragraphe, si elle avait été dans cette situation lors de sa nomination au sein de ladite commission consultative.

§ 6. Les représentants des autorités compétentes et les personnalités indépendantes nommées conformément au paragraphe 1^{er} choisissent un président à partir de la liste des personnes visée à l'article 9. Les autorités compétentes et les personnalités indépendantes conviennent qu'un des personnalités indépendantes est le président.

Section 8. — Liste des personnalités indépendantes

Art. 9. § 1^{er}. Il est établi une liste des personnalités indépendantes comprenant l'ensemble des personnalités indépendantes et leurs suppléants proposées par les états membres.

Le Roi désigne au moins trois personnes compétentes et indépendantes et qui peuvent agir de manière impartiale et intègre.

La notification de la procédure de nomination des personnalités indépendantes mentionnées à l'alinéa 1^{er}, ainsi que le profil auquel ils doivent répondre font l'objet d'une publication au *Moniteur belge*. La décision finale de nomination, est également publiée au *Moniteur belge* dans un délai d'un mois à compter de la notification.

§ 2. Le ministre des Finances ou la personne désignée par lui notifie à la commission européenne les noms des personnalités indépendantes qu'il a nommées.

Il communique également à la commission des informations complètes et actualisées sur le parcours académique et professionnel de ces personnes, leurs compétences, leur expertise et les éventuels conflits d'intérêts.

§ 3. Le ministre des Finances ou la personne désignée par lui informe sans tarder la commission européenne de toute modification de la liste des personnalités indépendantes.

En ce qui concerne le retrait des personnalités indépendantes principales de la liste, le ministre des Finances ou la personne désignée par lui en informe les personnes concernées au moyen d'une décision motivée par lettre recommandée.

§ 4. Si le ministre des Finances ou la personne désignée par lui a des motifs raisonnables de s'opposer au maintien d'une personnalité indépendante sur la liste susmentionnée en raison d'un manque d'indépendance, elle en informe la commission, en lui fournissant des preuves suffisamment étayées.

§ 5. Si la Commission européenne a notifié à la Belgique les oppositions et les éléments de preuve qu'un autre état membre a opposé à l'encontre de l'indépendance d'une personnalité indépendante, le ministre des Finances ou la personne désignée par lui examine ces oppositions et les éléments de preuve s'y rapportant dans les six mois et décide de maintenir ou non la personne sur la liste susmentionnée.

Le ministre des Finances ou la personne désignée par lui informe immédiatement la commission européenne de cette décision.

Section 9. — La commission de règlement alternatif des différends

Art. 10. § 1^{er}. L'autorité compétente belge et les autorités compétentes des autres états membres concernés peuvent convenir de constituer une commission de règlement alternatif des différends en lieu et place d'une commission consultative, visée à l'article 6, pour rendre un avis sur la manière de régler le différend, conformément à l'article 14.

L'autorité compétente belge et les autorités compétentes des autres états membres peuvent également convenir de constituer une commission de règlement alternatif des différends sous la forme d'un comité ayant un caractère permanent.

§ 2. Excepté les règles relatives à l'indépendance de ses membres énoncées à l'article 8, §§ 4 et 5, la commission de règlement alternatif des différends peut différer de la commission consultative en ce qui concerne sa composition et sa forme.

Une commission de règlement alternatif des différends peut appliquer, le cas échéant, toute autre procédure ou technique de règlement des différends pour trancher le différend d'une manière contraignante. L'autorité compétente belge et les autorités compétentes des autres états membres peuvent convenir que la commission de règlement alternatif des différends peut appliquer d'autres types de procédures de règlement des différends.

Gedurende een periode van twaalf maanden te rekenen vanaf de datum waarop het besluit van de raadgevende commissie is genomen, mag een vooraanstaande onafhankelijke persoon die deel uitmaakt van de raadgevende commissie, niet in een situatie verkeren die voor een bevoegde autoriteit een aanleiding zou zijn geweest om bezwaar te maken tegen zijn benoeming, als bedoeld in het eerste lid, indien die persoon in die situatie had verkeerend op het moment van de benoeming voor de bewuste raadgevende commissie.

§ 6. De vertegenwoordigers van de bevoegde autoriteiten en de vooraanstaande onafhankelijke personen die overeenkomstig paragraaf 1 zijn benoemd, kiezen een voorzitter uit de in artikel 9 bedoelde lijst van personen. De bevoegde autoriteiten en de vooraanstaande onafhankelijke personen komen overeen wie onder de vooraanstaande onafhankelijke personen, de voorzitter is.

Afdeling 8. — Lijst van vooraanstaande onafhankelijke personen

Art. 9. § 1. De lijst van vooraanstaande onafhankelijke personen bestaat uit alle door de lidstaten benoemde vooraanstaande onafhankelijke personen en hun plaatsvervangers.

De Koning duidt ten minste drie personen aan die bekwaam en onafhankelijk zijn, en in staat zijn onpartijdig en integer te handelen.

De kennisgeving van de benoemingsprocedure van de in het eerste lid bedoelde vooraanstaande onafhankelijke personen, evenals het profiel waaraan ze moeten beantwoorden, maakt het voorwerp uit van een publicatie in het *Belgisch Staatsblad*. Het uiteindelijk besluit tot benoeming wordt eveneens gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*, binnen een maand te rekenen vanaf de kennisgeving ervan.

§ 2. De minister van Financiën of de door hem aangewezen persoon stelt de Europese Commissie in kennis van de namen van de vooraanstaande onafhankelijke personen die hij benoemd heeft.

Hij verstrekt de Commissie eveneens volledige en actuele informatie over de professionele en academische achtergrond, bekwaamheid en deskundigheid van deze personen en over elk belangenconflict dat zij mogelijk hebben.

§ 3. De minister van Financiën of de door hem aangewezen persoon stelt de Europese Commissie onverwijld in kennis van alle wijzigingen in de lijst van onafhankelijke personen.

Wat betreft de verwijdering van de vooraanstaande onafhankelijke personen van de lijst, stelt de minister van Financiën of de door hem aangewezen persoon de betrokkenen hiervan in kennis bij aangetekend schrijven door middel van een met redenen omklede beslissing.

§ 4. Indien de minister van Financiën of de door hem aangewezen persoon gegronde redenen heeft om er bezwaar tegen te maken dat een vooraanstaande onafhankelijke persoon op de bovengenoemde lijst blijft staan vanwege een gebrek aan onafhankelijkheid, stelt zij de Commissie daarvan met voldoende onderbouwde bewijzen in kennis.

§ 5. Indien de Europese Commissie België in kennis heeft gesteld van de bezwaren en bijhorende bewijzen die een andere lidstaat heeft ten aanzien van de onafhankelijkheid van een vooraanstaande onafhankelijke persoon, dan onderzoekt de minister van Financiën of de door hem aangewezen persoon binnen de zes maanden deze bezwaren en bijhorende bewijzen en neemt ze het besluit of de persoon al dan niet op de voormelde lijst gehandhaafd wordt.

De minister van Financiën of de door hem aangewezen persoon stelt de Europese Commissie onverwijld op de hoogte van deze beslissing.

Afdeling 9. — De commissie voor alternatieve geschillenbeslechting

Art. 10. § 1. De Belgische bevoegde autoriteit en de bevoegde autoriteiten van de andere betrokken lidstaten kunnen overeenkomen om in de plaats van de in artikel 6 bedoelde raadgevende commissie, een commissie voor alternatieve geschillenbeslechting op te richten om overeenkomstig artikel 14 advies uit te brengen over de beslechting van het geschilpunt.

De Belgische bevoegde autoriteit en de bevoegde autoriteiten van de andere betrokken lidstaten kunnen eveneens overeenkomen een commissie voor alternatieve geschillenbeslechting in te stellen in de vorm van een commissie van permanente aard.

§ 2. Behalve de bepalingen van artikel 8, §§ 4 en 5, betreffende de onafhankelijkheid van de leden, kan de commissie van alternatieve geschillenbeslechting wat betreft haar vorm en samenstelling afwijken van de samenstelling van de raadgevende commissie.

Een commissie voor alternatieve geschillenbeslechting kan, elke geschillenbeslechtingsprocedure of -techniek toepassen om het geschilpunt op bindende wijze op te lossen. De Belgische bevoegde autoriteit en de bevoegde autoriteiten van de andere lidstaten kunnen overeenkomen dat de commissie voor alternatieve geschillenbeslechting andere soorten geschillenbeslechtingsprocedures kan toepassen.

§ 3. L'autorité compétente belge et les autorités compétentes des autres états membres concernés conviennent des règles de fonctionnement de la commission de règlement alternatif des différends conformément à l'article 11.

§ 4. Les articles 12 et 13 s'appliquent à la commission de règlement alternatif des différends, à moins qu'il en ait été convenu autrement dans les règles de fonctionnement visées à l'article 11.

Section 10. — Règles de fonctionnement de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends

Art. 11. § 1^{er}. L'autorité compétente belge informe la personne concernée dans le délai visé à l'article 6 § 1^{er}, alinéa 4, de ce qui suit :

1° Les règles de fonctionnement de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends ;

2° La date à laquelle l'avis sur le règlement du différend doit avoir été rendu ;

3° Les références à toute disposition juridique applicable dans le droit national des états membres et à tout accord ou convention applicable.

§ 2. Les règles de fonctionnement sont signées entre l'autorité compétente belge et les autorités compétentes des autres états membres concernés.

Les règles de fonctionnement prévoient notamment :

1° La description et les caractéristiques du différend ;

2° Le mandat sur lequel les autorités compétentes des états membres s'accordent en ce qui concerne les questions juridiques et factuelles à régler ;

3° La forme de l'organe de règlement des différends, soit une commission consultative, soit une commission de règlement alternatif des différends, ainsi que le type de procédure pour tout règlement alternatif des différends, si elle diffère de la procédure d'avis indépendant appliquée par une commission consultative ;

4° Le calendrier de la procédure de règlement des différends ;

5° La composition de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends, comprenant le nombre de membres, leurs noms, des détails quant à leurs compétences et leurs qualifications ainsi qu'une communication relative aux conflits d'intérêts ;

6° Les règles régissant la participation de la personne ou des personnes concernées et des tiers à la procédure, les échanges de notes, d'informations et d'éléments de preuve, les frais, le type de procédure de règlement de différend à utiliser et toute autre question procédurale ou organisationnelle pertinente ;

7° Les modalités logistiques pour les travaux et la remise de l'avis de la commission consultative.

Si une commission consultative est constituée pour rendre un avis en vertu de l'article 6, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, seules les informations visées au § 2, alinéa 2, points 1°, 4°, 5° et 6° figurent dans les règles de fonctionnement.

§ 3. Si les règles de fonctionnement sont incomplètes ou si l'intéressé n'a pas été informé des règles de fonctionnement, les règles de fonctionnement standard établies par la commission européenne sont applicables.

§ 4. Si l'autorité compétente belge et les autres autorités compétentes n'ont pas notifié les règles de fonctionnement à la personne concernée, les règles de fonctionnement sont complétées par les personnalités indépendantes et le président sur la base des règles de fonctionnement standard visées au paragraphe 3 et transmises à la personne concernée dans un délai de deux semaines à compter de la date à laquelle la commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends a été constituée.

Lorsque les personnalités indépendantes et le président ne se sont pas accordés sur les règles de fonctionnement ou ne les ont pas notifiées à la personne concernée, les personnes concernées peuvent saisir, conformément à l'article 1680, §§ 1^{er} à 5, du code judiciaire, le tribunal de première instance afin d'obtenir un jugement ordonnant l'application des règles de fonctionnement.

§ 3. De Belgische bevoegde autoriteit en de bevoegde autoriteiten van de andere betrokken lidstaten komen overeenkomstig artikel 11 de werkingsregels van de commissie voor alternatieve geschillenbeslechting overeen.

§ 4. De artikelen 12 en 13 zijn van toepassing op de commissie voor alternatieve geschillenbeslechting, tenzij in de in artikel 11 bedoelde werkingsregels anders is overeengekomen.

Afdeling 10. — Werkingsregels van de raadgevende commissie of van de commissie voor alternatieve geschillenbeslechting

Art. 11. § 1. De Belgische bevoegde autoriteit stelt de belanghebbende binnen de in artikel 6, § 1, vierde lid, bedoelde termijn op de hoogte van het volgende :

1° de werkingsregels van de raadgevende commissie of van de commissie voor alternatieve geschillenbeslechting;

2° de termijn waarbinnen het advies over de beslechting van het geschilpunt moet worden uitgebracht;

3° verwijzingen naar alle toepasselijke bepalingen van intern recht van de lidstaten en alle toepasselijke overeenkomsten of verdragen.

§ 2. De werkingsregels worden ondertekend door de Belgische bevoegde autoriteit en de bevoegde autoriteiten van de andere betrokken lidstaten.

De werkingsregels bevatten met name het volgende :

1° de beschrijving en de kenmerken van het geschilpunt;

2° het mandaat waarover de bevoegde autoriteiten van de lidstaten overeenstemming bereiken wat de te regelen juridische en feitelijke kwesties betreft;

3° de vorm van het geschillenbeslechtingsorgaan, ofwel een raadgevende commissie, ofwel een commissie voor alternatieve geschillenbeslechting, alsmede het soort procedure voor de alternatieve geschillenbeslechting, indien de procedure verschilt van die van het onafhankelijke advies door een raadgevende commissie;

4° het tijdschema van de geschillenbeslechtings-procedure;

5° de samenstelling van de raadgevende commissie of van de commissie voor alternatieve geschillenbeslechting, met inbegrip van het aantal en de namen van de leden, gegevens over hun bekwaamheid en kwalificaties, en informatie over eventuele belangenconflicten van de leden;

6° de regels voor deelname van de belanghebbende of de belanghebbenden en derde partijen aan de procedurehandelingen, de uitwisselingen van memoranda, inlichtingen en bewijsstukken, de kosten, het soort geschillenbeslechtingsprocedure dat gebruikt wordt en alle andere relevante procedurele of organisatorische aangelegenheden;

7° de logistieke regelingen voor de procedurehandelingen van de raadgevende commissie en het uitbrengen van haar advies.

Indien een raadgevende commissie overeenkomstig artikel 6, § 1, eerste lid, 1°, is ingesteld om advies uit te brengen, dan bevatten de werkingsregels alleen de in paragraaf 2, tweede lid, 1°, 4°, 5° en 6° bedoelde informatie.

§ 3. Indien de werkingsregels onvolledig zijn of de belanghebbende niet in kennis werd gesteld van de werkingsregels, gelden de door de Europese Commissie opgestelde standaardwerkingsregels.

§ 4. Indien de Belgische bevoegde autoriteit en de andere bevoegde autoriteiten de belanghebbende niet in kennis hebben gesteld van de werkingsregels, worden de werkingsregels door de vooraanstaande onafhankelijke personen en de voorzitter aangevuld op basis van de in paragraaf 3 bedoelde standaardwerkingsregels en aan de belanghebbende toegezonden binnen een termijn van twee weken, te rekenen vanaf de datum waarop de raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschillenbeslechting is ingesteld.

Wanneer de vooraanstaande onafhankelijke personen en de voorzitter geen overeenstemming hebben bereikt over de werkingsregels of de belanghebbende daarvan niet in kennis werd gesteld, kunnen de belanghebbenden een vordering instellen overeenkomstig artikel 1680, §§ 1 tot 5, van het Gerechtelijk Wetboek bij de rechtbank van eerste aanleg om een vonnis te bekomen dat bevel geeft tot toepassing van de werkingsregels.

Section 11. — Frais de procédure

Art. 12. § 1^{er}. A l'exception des dispositions du § 2 et des articles 6, § 4, et 14, § 4, et à moins que l'autorités compétentes belge et les autorités compétentes des états membres concernés en soient convenues autrement, les frais suivants sont répartis en parts égales entre les états membres concernés :

1° Le défraiement des personnalités indépendantes pour un montant correspondant à la moyenne des montants habituellement remboursés aux hauts fonctionnaires des états membres concernés, et

2° La rémunération des personnalités indépendantes est, le cas échéant, limitée à 1 000 euros par personne et par jour de réunion de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends.

Les frais exposés par la personne concernée ne sont pas à la charge des états membres.

§ 2. Tous les frais visés aux § 1^{er}, 1° et 2°, et pour autant que les autorités compétentes des autres états membres concernés en conviennent, sont à la charge de la personne concernée lorsqu'il a présenté :

1° Une notification de retrait de réclamation en vertu de l'article 3, paragraphe 7, ou

2° Une demande au titre des dispositions de l'article 6, § 1^{er}, à la suite d'un rejet intervenu conformément à l'article 5, § 1^{er}, et après que la commission consultative a statué que c'est à bon droit que les autorités compétentes ont rejeté la réclamation.

Section 12. — Renseignements, éléments de preuve et auditions

Art. 13. § 1^{er}. La personne concernée peut, dans la mesure où l'autorité compétente belge et les autorités compétentes des états membres concernés y consentent, fournir à la commission consultative ou à la commission de règlement alternatif des différends tous renseignements, éléments de preuve ou documents susceptibles d'être utiles pour la décision.

A la demande de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends, la personne concernée et l'autorité compétente belge fournissent tous renseignements, éléments de preuve ou documents susceptibles d'être utiles pour la décision.

L'autorité compétente belge peut refuser de fournir les renseignements, à la commission consultative dans chacun des cas suivants :

1° Quand pour l'obtention des renseignements des mesures administratives doivent être prises qui vont à l'encontre du droit national ;

2° Quand les renseignements ne peuvent être obtenus en vertu du droit national ;

3° Quand les renseignements concernent des secrets commerciaux, industriels ou professionnels, ou des procédés commerciaux ;

4° Quand la divulgation des renseignements est contraire à l'ordre public.

§ 2. Les personnes concernées peuvent, à leur demande et avec l'accord des autorités compétentes des états membres concernés, se présenter ou se faire représenter devant une commission consultative ou une commission de règlement alternatif des différends.

A la demande de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends, les personnes concernées sont tenues de comparaître devant elle ou de se faire représenter.

Section 13. — Avis de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends

Art. 14. § 1^{er}. La commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends rend son avis à l'autorité compétente belge aux autorités compétentes des états membres concernés dans un délai de six mois à compter de la date où elle a été constituée.

Lorsque la commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends estime que le différend est tel qu'elle aurait besoin de plus de six mois pour rendre un avis, le délai prévu à l'alinéa 1^{er} peut être prolongé de trois mois.

La commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends informe l'autorité compétente belge, les autres autorités compétentes des états membres concernés ainsi que les personnes concernées de cette prorogation.

Afdeling 11. — Kosten van de procedurehandelingen

Art. 12. § 1. Met uitzondering van de bepalingen in paragraaf 2 en de artikelen 6, § 4, en 14, § 4, en behoudens indien de Belgische bevoegde autoriteit en de bevoegde autoriteiten van de betrokken lidstaten anders zijn overeengekomen, worden de hierna genoemde kosten gelijk over de betrokken lidstaten verdeeld :

1° de uitgaven van de vooraanstaande onafhankelijke personen, die een bedrag vormen dat gelijk is aan het gemiddelde van de gebruikelijke terugbetaling aan hoge ambtenaren van de betrokken lidstaten, en

2° de vergoeding van de vooraanstaande onafhankelijke personen, indien van toepassing, die beperkt is tot 1 000 euro per persoon per dag voor iedere dag dat de raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschillenbeslechting bijeenkomt.

De kosten die de belanghebbende maakt, worden niet door de lidstaten gedragen.

§ 2. Alle kosten bedoeld in § 1, 1° en 2°, en voor zover de bevoegde autoriteiten van de andere betrokken lidstaten het erover eens zijn, worden gedragen door de belanghebbende indien hij :

1° een kennisgeving van intrekking van de klacht heeft ingediend, overeenkomstig artikel 3, § 7, of

2° na een afwijzing uit hoofde van artikel 5, § 1, een verzoek overeenkomstig artikel 6, § 1, heeft ingediend en de raadgevende commissie heeft besloten dat de betrokken bevoegde autoriteiten de klacht terecht hebben afgewezen.

Afdeling 12. — Inlichtingen, bewijsmiddelen en hoorzittingen

Art. 13. § 1. De belanghebbende kan, indien de Belgische bevoegde autoriteit en de bevoegde autoriteiten van de andere betrokken lidstaten akkoord gaan, aan de raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschillenbeslechting alle inlichtingen, bewijsmiddelen of stukken verschaffen die relevant zijn om tot een besluit te komen.

Op verzoek van de raadgevende commissie of van de commissie voor alternatieve geschillenbeslechting verschaffen de belanghebbende en de Belgische bevoegde autoriteit alle inlichtingen, bewijsmiddelen en stukken.

De Belgische bevoegde autoriteit mag in de volgende gevallen weigeren om de inlichtingen, bedoeld in de vorige leden te verschaffen :

1° wanneer voor het verkrijgen van de inlichtingen administratieve maatregelen moeten worden genomen die in strijd zijn met de nationale wetgeving;

2° wanneer de inlichtingen op grond van de nationale wetgeving niet verkrijgbaar zijn;

3° wanneer de inlichtingen betrekking hebben op handelsgeheimen, bedrijfsgeheimen, nijverheidsgeheimen, beroepsgeheimen of op een fabrieks- of handelswerkwijze;

4° wanneer de bekendmaking van de inlichtingen in strijd is met de openbare orde.

§ 2. Belanghebbenden kunnen op eigen verzoek en met instemming van de bevoegde autoriteiten van de betrokken lidstaten voor een raadgevende commissie of een commissie voor alternatieve geschillenbeslechting verschijnen of zich daar laten vertegenwoordigen.

Op verzoek van de raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschillenbeslechting zijn de belanghebbenden gehouden voor haar te verschijnen of zich er te laten vertegenwoordigen.

Afdeling 13. — Advies van de raadgevende commissie of van de commissie voor alternatieve geschillenbeslechting

Art. 14. § 1. De raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschillenbeslechting brengt uiterlijk zes maanden te rekenen vanaf de datum waarop ze is ingesteld, advies uit aan de Belgische bevoegde autoriteit en de andere betrokken bevoegde autoriteiten.

Indien de raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschillenbeslechting van oordeel is dat er meer dan zes maanden nodig zijn om advies uit te kunnen brengen over het geschilpunt, kan de termijn bedoeld in het eerste lid verlengd worden met drie maanden.

De raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschillenbeslechting stelt de Belgische bevoegde autoriteit, de andere betrokken bevoegde autoriteiten en de belanghebbenden van deze verlenging in kennis.

§ 2. La commission consultative ou la commission de règlement alternatif fonde son avis, sur les dispositions des accords ou des conventions visées à l'article 1^{er}, § 3, alinéa 1^{er}, et sur toute disposition nationale applicable et les dispositions similaires du droit de l'autre état membre concerné.

§ 3. La commission consultative ou la commission de règlement alternatif se prononce à la majorité simple de ses membres.

Si aucune majorité n'est atteinte, la voix du président est prépondérante.

Le président communique l'avis de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends à l'autorité compétente belge et aux autres autorités compétentes.

§ 4. Si la commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends ne rend pas d'avis dans les délais visés au § 1^{er}, l'indemnité visée à l'article 12, § 1^{er}, 2^o, n'est pas due.

Section 14. — Décision définitive

Art. 15. § 1^{er}. L'autorité compétente belge convient de la manière de régler le différend avec les autres autorités compétentes concernées dans un délai de six mois à compter de la date de la notification de l'avis de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends.

§ 2. L'autorité compétente belge peut, en accord avec les autres autorités compétentes concernées, prendre une décision qui s'écarte de l'avis de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends.

Si l'autorité compétente belge et les autres autorités compétentes concernées ne parviennent pas à un accord sur la manière de régler le différend, l'avis de la commission consultative ou de la commission de règlement alternatif des différends est contraignant pour l'autorité compétente belge et les autres autorités compétentes concernées.

§ 3. L'autorité compétente belge informe immédiatement la personne concernée de la décision définitive visée au paragraphe 1^{er}.

Si la personne concernée est un habitant du royaume, conformément à l'article 2, § 1^{er}, 1^o, du code des impôts sur les revenus 1992 ou une société résidente conformément à l'article 2, § 1^{er}, 5^o, b) du code des impôts sur les revenus 1992, et qu'elle n'a pas été informée de la décision prise dans un délai de trente jours à compter de la date où celle-ci a été prise, elle peut s'adresser au tribunal de première instance en référé pour obtenir la décision définitive.

§ 4. La décision définitive est contraignante mais ne constitue pas un précédent.

La décision définitive est mise en œuvre, à condition que la personne concernée l'accepte et renonce au droit à toute voie de recours interne dans un délai de soixante jours à compter de la date où la décision définitive a été notifiée.

La décision définitive n'est pas mise en œuvre si un jugement ou un arrêt décide que la commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends n'était pas suffisamment indépendante, conformément à l'article 8, §§ 4 en 5.

Si la décision définitive n'est pas exécutée, la personne concernée peut, conformément aux articles 1385*decies* et à l'article 1385*undecies* du code judiciaire, saisir le tribunal de première instance afin de la faire exécuter.

Section 15. — Interaction avec les procédures et dérogations nationales

Art. 16. § 1^{er}. La personne concernée peut faire usage de la procédure visée dans la présente loi même dans le cas d'un avis d'imposition qui est devenu définitif ou d'une décision du conseiller général de l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus ou d'un de ses fonctionnaires délégués qui a abouti au règlement du différend de façon définitive, conformément à l'article 375, § 1^{er}, alinéa 2 du code des impôts sur les revenus 1992.

§ 2. Une procédure de règlement à l'amiable visée à l'article 4 ou une procédure de règlement des différends visée à l'article 6 n'empêche pas l'état belge, dans l'affaire qui donne lieu à un différend, d'imposer des sanctions administratives ou d'engager une procédure pour les imposer, ou d'engager ou de poursuivre une procédure judiciaire.

§ 2. De raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschillenbeslechting steunt diens advies op de bepalingen van de toepasselijke overeenkomsten of verdragen bedoeld in artikel 1, § 3, eerste lid, en op de eventuele toepasselijke nationale bepalingen en de gelijkaardige bepalingen naar het recht van de andere betrokken lidstaat.

§ 3. De raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschillenbeslechting neemt haar advies aan met gewone meerderheid van leden.

Indien geen meerderheid wordt bereikt, is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

De voorzitter deelt het advies van de raadgevende commissie of van de commissie voor alternatieve geschillenbeslechting mee aan de Belgische bevoegde autoriteit en de andere betrokken bevoegde autoriteiten.

§ 4. Indien de raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschillenbeslechting geen advies uitbrengt binnen de in paragraaf 1 voorziene termijnen, is de in artikel 12, § 1, 2^o, bedoelde vergoeding, niet verschuldigd.

Afdeling 14. — Eindbesluit

Art. 15. § 1. De Belgische bevoegde autoriteit bereikt binnen de zes maanden te rekenen vanaf de datum van de kennisgeving van het advies van de raadgevende commissie of van de commissie voor alternatieve geschillenbeslechting overeenstemming met de andere betrokken bevoegde autoriteiten over het eindbesluit betreffende de beslechting van het geschilpunt.

§ 2. De Belgische bevoegde autoriteit kan, in overeenstemming met de andere betrokken bevoegde autoriteiten, een eindbesluit nemen dat afwijkt van het advies van raadgevende commissie of van de commissie voor alternatieve geschillenbeslechting.

Indien de Belgische bevoegde autoriteit en de andere betrokken bevoegde autoriteiten geen overeenstemming bereiken over de beslechting van het geschilpunt, is het advies van de raadgevende commissie of van de commissie voor alternatieve geschillenbeslechting bindend voor de Belgische bevoegde autoriteit en de andere betrokken bevoegde autoriteiten.

§ 3. De Belgische bevoegde autoriteit stelt de belanghebbende onverwijld in kennis van het in paragraaf 1 bedoelde eindbesluit.

Ingeval de belanghebbende een rijksinwoner is overeenkomstig artikel 2, § 1, 1^o, van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 of een binnenlandse vennootschap overeenkomstig artikel 2, § 1, 5^o, b), van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992, en niet binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum waarop het besluit genomen werd, in kennis is gebracht, kan hij zich volgens de procedure in kortgeding tot de rechtbank van eerste aanleg wenden om het eindbesluit te verkrijgen.

§ 4. Het eindbesluit is bindend maar vormt geen precedent.

Het eindbesluit wordt uitgevoerd op voorwaarde dat de belanghebbende, binnen 60 dagen te rekenen vanaf de datum van de kennisgeving van het eindbesluit, het eindbesluit aanvaardt en afziet van het recht om enig rechtsmiddel aan te wenden.

Het eindbesluit wordt niet uitgevoerd indien een vonnis of arrest besluit dat de raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschillenbeslechting onvoldoende onafhankelijk was overeenkomstig artikel 8, §§ 4 en 5.

Ingeval het eindbesluit niet wordt uitgevoerd, kan de belanghebbende overeenkomstig de artikelen 1385*decies* en 1385*undecies* van het Gerechtelijk Wetboek een vordering indienen bij de rechtbank van eerste aanleg, teneinde de tenuitvoerlegging ervan af te dwingen.

Afdeling 15. — Wisselwerking met nationale procedures en afwijkingen

Art. 16. § 1. De belanghebbende kan gebruik maken van de procedure bedoeld in deze wet zelfs wanneer een aanslag onherroepelijk is geworden, of de beslissing van de adviseur-generaal van de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen of door hem gedelegeerde ambtenaar die het geschilpunt tot gevolg heeft, onherroepelijk is geworden overeenkomstig artikel 375, § 1, tweede lid van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992.

§ 2. Een in artikel 4 bedoelde procedure voor onderling overleg of een in artikel 6 bedoelde geschillenbeslechtingsprocedure verhindert niet dat de Belgische Staat in de zaak die aanleiding geeft tot het geschilpunt administratieve sancties, oplegt of een procedure instelt om ze op te leggen, of een gerechtelijke procedure instelt of voortzet.

§ 3. Si la personne concernée a mis en œuvre une voie de recours, les délais visés à l'article 3, § 5 et à l'article 4, § 1^{er}, ne courent qu'à compter de la date à laquelle la décision rendue dans le cadre de la procédure résultant de l'utilisation du recours est devenue définitive, ou à compter de la date à laquelle ces actes de procédure ont été clôturés définitivement ou lorsque cette procédure a été suspendue.

§ 4. Si la juridiction compétente s'est prononcée sur un différend par une décision passée en force de chose jugée, l'autorité compétente belge notifie aux autorités compétentes des états membres concernés la décision de cette juridiction, et :

1° La procédure amiable visée à l'article 4 prend fin à compter du jour de cette notification si aucun accord n'est intervenu sur le différend à la date de cette notification ;

2° Les dispositions de l'article 6, § 1^{er}, ne peuvent plus être invoquées par la personne concernée si le différend est resté sans solution pendant toute la durée de la procédure amiable visée à l'article 4 ;

3° Il est mis fin à la procédure de règlement des différends visée à l'article 6 si la décision de la juridiction a été rendue après qu'une demande a été présentée par une personne concernée conformément à l'article 6, § 1^{er}, mais avant que la commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends n'ait rendu son avis aux autorités compétentes des états membres concernés conformément à l'article 14. En outre, l'autorité compétente belge informe la commission consultative ou la commission de règlement alternatif des différends des conséquences de la décision de la juridiction.

§ 5. L'introduction d'une réclamation, comme le prévoit l'article 3, met fin à toute procédure amiable ou procédure de règlement des différends en cours prévue dans un accord ou une convention visée à l'article 1^{er}, § 3, alinéa 1^{er}. La dénonciation prend effet à la date de la réception de la réclamation par l'autorité compétente belge ou l'une des autres autorités compétentes concernées.

§ 6. La personne concernée ne peut exercer le recours à la procédure de règlement des différends visée à l'article 6 si des sanctions ont été infligées parce qu'il a enfreint, avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, les dispositions du code des impôts sur les revenus 1992 et des arrêtés pris pour son exécution.

Si une procédure judiciaire ou administrative susceptible d'aboutir à des sanctions visées à l'alinéa 1^{er} a été engagée simultanément à une procédure de règlement des différends, l'autorité compétente belge suspend la procédure de règlement des différends pendant la procédure administrative ou judiciaire.

§ 7. La personne concernée ne peut avoir recours à la procédure de règlement des différends visée à l'article 6 si l'autorité compétente belge établit que le différend n'a pas trait à une double imposition.

L'autorité compétente belge informe sans tarder la personne concernée et l'autre autorité compétente concernée de ce refus.

Section 16. — Dispositions particulières pour les personnes physiques et les plus petites entreprises

Art. 17. Par dérogation aux articles 3, §§ 1^{er}, 5 et 9, et à l'article 6, § 1^{er}, les réclamations, les réponses à une demande d'informations complémentaires, les retraits et les demandes sont uniquement soumis à l'autorité compétente belge si la personne concernée est un habitant du royaume conformément à l'article 2, § 1^{er}, 1° du code des impôts sur le revenu 1992 ou une société résidente en vertu de l'article 2, § 1^{er}, 5°, b) du code des impôts sur le revenu 1992, à l'exception de la grande entreprise visée à l'article 2, 6° et la société qui fait partie d'un grand groupe.

Cette dernière informe les autorités compétentes de tous les autres états membres concernés de ces communications, dans un délai de deux mois, à compter de la date de la réception des réclamations, des réponses à une demande d'informations complémentaires, des retraits et des demandes prévues à l'alinéa 1^{er}.

Une fois la notification visée à l'alinéa 2 effectuée, la personne concernée est réputée avoir adressé les réclamations, les réponses à une demande d'informations complémentaires, les retraits et les demandes visés à l'alinéa 1^{er} à l'ensemble des états membres concernés à la date de ladite notification.

§ 3. Indien de belanghebbende enig rechtsmiddel heeft aangewend, gaan de in artikel 3, § 5, en artikel 4, § 1, bedoelde termijnen slechts in op de datum waarop de beslissing in de procedure ten gevolge van de aanwending van het rechtsmiddel definitief is geworden of waarop die procedurehandelingen anderszins definitief zijn gesloten of wanneer die procedure geschorst wordt.

§ 4. Indien de bevoegde rechtbank een beslissing over een geschilpunt heeft genomen die in kracht van gewijsde is gegaan, stelt de Belgische bevoegde autoriteit de bevoegde autoriteiten van de betrokken lidstaten in kennis van de beslissing van deze rechtbank en :

1° wordt de in artikel 4 bedoelde procedure voor onderling overleg beëindigd vanaf de dag van die kennisgeving in het geval er op voormelde datum van kennisgeving nog geen overeenstemming is bereikt over het geschilpunt;

2° kunnen de bepalingen van artikel 6, § 1, niet meer ingeroepen worden door de belanghebbende indien het geschilpunt onopgelost is gebleven tijdens de gehele duur van de in artikel 4 bedoelde procedure voor onderling overleg;

3° wordt de geschillenbeslechtsprocedure krachtens artikel 6 beëindigd indien de beslissing van de bevoegde rechtbank is genomen nadat een verzoek door een belanghebbende was ingediend overeenkomstig artikel 6, § 1, maar voordat de raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschillenbeslechting overeenkomstig artikel 14 aan de bevoegde autoriteiten van de betrokken lidstaten advies heeft uitgebracht. Bijkomend stelt de Belgische bevoegde autoriteit de raadgevende commissie of de commissie voor alternatieve geschillenbeslechting in kennis van de gevolgen van de beslissing van de bevoegde rechtbank.

§ 5. De indiening van een klacht zoals bedoeld in artikel 3 beëindigt lopende procedures voor onderling overleg of geschillenbeslechtsprocedures zoals voorzien in een overeenkomst of verdrag bedoeld in artikel 1, § 3, eerste lid. De beëindiging vindt ingang op de datum van ontvangst van de klacht door de Belgische bevoegde autoriteit of één van de andere betrokken bevoegde autoriteiten.

§ 6. De belanghebbende kan geen beroep doen op de geschillenbeslechtsprocedure bedoeld in artikel 6 indien sancties zijn opgelegd omdat de belanghebbende met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden, de bepalingen van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 of van de ter uitvoering ervan genomen besluiten heeft overtreden.

Indien een administratieve of gerechtelijke procedure is ingesteld die aanleiding kan geven tot de in het eerste lid bedoelde sancties en gelijktijdig een geschillenbeslechtsprocedure wordt gevoerd, dan schorst de Belgische bevoegde autoriteit de geschillenbeslechtsprocedure gedurende de administratieve of gerechtelijke procedure.

§ 7. De belanghebbende kan geen beroep doen op de in artikel 6 bedoelde geschillenbeslechtsprocedure indien de Belgische bevoegde autoriteit vaststelt dat het geschilpunt geen betrekking heeft op een dubbele belasting.

De Belgische bevoegde autoriteit stelt de belanghebbende en de andere betrokken bevoegde autoriteiten onverwijld in kennis van deze weigering.

Afdeling 16. — Bijzondere bepalingen voor natuurlijke personen en kleine ondernemingen

Art. 17. In afwijking van de artikelen 3, §§ 1, 5 en 9 en artikel 6, § 1, worden de klachten, de antwoorden op een verzoek om aanvullende informatie, de intrekkingen en de verzoeken, enkel ingediend bij de Belgische bevoegde autoriteit, indien de belanghebbende een rijksinwoner is overeenkomstig artikel 2, § 1, 1° van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 of een binnenlandse vennootschap is overeenkomstig artikel 2, § 1, 5°, b) van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992, met uitzondering van de in artikel 2, 6°, bedoelde grote onderneming en de vennootschap die deel uitmaakt van een grote groep.

Deze stelt de bevoegde autoriteiten van de andere betrokken lidstaten binnen de twee maanden te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de in het eerste lid vermelde klachten, de antwoorden op een verzoek om aanvullende informatie, intrekkingen en verzoeken in kennis van deze mededelingen.

Zodra de in het tweede lid bedoelde kennisgeving heeft plaatsgevonden, wordt de belanghebbende geacht de in het eerste lid bedoelde klachten, de antwoorden op een verzoek om aanvullende informatie, intrekkingen en verzoeken te hebben ingediend bij alle betrokken lidstaten op de datum van die kennisgeving.

Si l'autorité compétente belge a reçu des informations complémentaires conformément à l'article 3, § 5, elle en transmet simultanément une copie aux autorités compétentes de tous les autres états membres concernés. Les informations complémentaires précitées sont donc réputées avoir été reçues par tous les états membres concernés à la date de réception de cette information complémentaire par l'autorité compétente belge.

Section 17. — Publicité

Art. 18. § 1^{er}. Les commissions consultatives et les commissions de règlement alternatif des différends rendent leurs avis visés à l'article 14 par écrit.

§ 2. L'autorité compétente belge et les autorités compétentes peuvent convenir de publier dans leur intégralité les décisions définitives visées à l'article 15, sous réserve du consentement de chacune des personnes concernées.

§ 3. Lorsque les autorités compétentes ou la personne concernée ne consentent pas à la publication de la décision définitive dans son intégralité, un résumé de la décision définitive est publié.

Ce résumé est accompagné d'une description du différend et des faits, de la date, des périodes imposables concernées, de la base juridique, du secteur d'activité, d'une brève description du résultat définitif et d'une description de la méthode d'arbitrage utilisée.

L'autorité compétente belge transmet le résumé visé à l'alinéa 1^{er} à la personne concernée avant la publication de ce dernier. La personne concernée peut, au plus tard soixante jours à compter de la date de la réception de ces informations, demander à l'autorité compétente belge de ne pas divulguer des informations qui concernent des secrets commerciaux, industriels, ou professionnels ou des procédés commerciaux ou qui sont contraires à l'ordre public.

§ 4. L'autorité compétente belge notifie immédiatement à la commission les informations à publier conformément au paragraphe 3.

Section 18. — Obligation de secret

Art. 19. § 1^{er}. Les membres d'une commission consultative ou d'une commission de règlement alternatif des différends doivent respecter la plus stricte confidentialité des renseignements qu'ils obtiennent en leur qualité de membres d'une commission consultative ou d'une commission de règlement alternatif des différends.

§ 2. La personne concernée et son représentant traitent de manière confidentielle toutes les informations, y compris la connaissance des documents, qu'ils obtiennent au cours de la procédure.

Sur demande de l'autorité compétente belge, la personne concernée et son représentant déclarent qu'ils traiteront de manière confidentielle toutes les informations, y compris la connaissance des documents, qu'ils obtiennent au cours des étapes de la procédure.

Art. 20. La violation de l'obligation au secret prévue à l'article 19 est punie conformément à l'article 458 du code pénal.

Section 19. — Modifications du code des impôts sur les revenus 1992

Art. 21. L'article 358, § 1^{er}, 5^o, du code des impôts sur les revenus, inséré par la loi du 1^{er} juillet 2016 est remplacé par ce qui suit :

"5^o Des impôts sont encore dus à la suite d'une procédure amiable en application d'une convention internationale préventive de la double imposition ou d'une procédure en application de la convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de corrections des bénéfices des entreprises associées (90/436) du 23 juillet 1990 ou après une procédure de règlement des différends visée aux articles 3, 4, 6, 10 ou 15 de la loi du 2 mai 2019 transposant la directive (UE) 2017/1852 du conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'union européenne.

Art. 22. L'article 376, § 3, 3^o, du même code, inséré par la loi du 1^{er} juillet 2016, est remplacé par ce qui suit :

"3^o De l'impôt excédentaire payé, tel que constaté après une procédure amiable en application d'une convention internationale préventive de la double imposition ou après une procédure en application de la convention relative à l'élimination des doubles impositions en cas de corrections des bénéfices des entreprises associées (90/436/CEE) du 23 juillet 1990 ou après une procédure de règlement des différends visée aux articles 3, 4, 6, 10 ou 15 de la

Indien de Belgische bevoegde autoriteit overeenkomstig artikel 3, § 5, aanvullende informatie heeft ontvangen, verzendt zij gelijktijdig een afschrift daarvan aan de bevoegde autoriteiten van de andere betrokken lidstaten. De voormelde aanvullende informatie wordt aldus geacht door alle betrokken lidstaten te zijn ontvangen op de datum van ontvangst van deze aanvullende informatie door de bevoegde Belgische autoriteit.

Afdeling 17. — Openbaarmaking

Art. 18. § 1. De raadgevende commissies en de commissies voor alternatieve geschillenbeslechting brengen het in artikel 14 bedoelde advies schriftelijk uit.

§ 2. De Belgische bevoegde autoriteit en de andere betrokken autoriteiten kunnen overeenkomen om de in artikel 15 bedoelde eindbesluiten geheel te publiceren, indien alle belanghebbenden daarmee instemmen.

§ 3. Ingeval de bevoegde autoriteiten of de belanghebbende niet instemmen met de openbaarmaking van het volledige eindbesluit, wordt een samenvatting van het eindbesluit gepubliceerd.

Deze samenvatting bevat een beschrijving van het geschilpunt en het onderwerp, de datum, de betrokken belastbare tijdperken, de rechtsgrondslag, de bedrijfstak, een beknopte beschrijving van het uiteindelijke resultaat en een beschrijving van de gebruikte wijze van arbitrage.

De Belgische bevoegde autoriteit verzendt de samenvatting, bedoeld in het eerste lid, naar de belanghebbende voor de bekendmaking ervan. De belanghebbende kan uiterlijk zestig dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de samenvatting de Belgische bevoegde autoriteit verzoeken om geen gegevens te publiceren die betrekking hebben op een handels-, bedrijfs-, nijverheids- of beroepsgeheim of op een fabrieks- of handelswerkwijze, of die in strijd zijn met de openbare orde.

§ 4. De Belgische bevoegde autoriteit stelt de Commissie onmiddellijk in kennis van de overeenkomstig paragraaf 3 te publiceren gegevens.

Afdeling 18. — Geheimhoudingsplicht

Art. 19. § 1. De leden van een raadgevende commissie of een commissie voor alternatieve geschillenbeslechting zijn tot de meest volstreekte geheimhouding gehouden betreffende de informatie die zij verkrijgen in hun hoedanigheid van lid van een raadgevende commissie of een commissie voor alternatieve geschillenbeslechting.

§ 2. De belanghebbende en zijn vertegenwoordiger behandelen alle informatie, met inbegrip van kennis van documenten, die zij tijdens de procedurehandelingen krijgen, als vertrouwelijk.

Op verzoek van de Belgische bevoegde autoriteit leggen de belanghebbende en zijn vertegenwoordiger een verklaring af dat zij alle informatie, met inbegrip van kennis van documenten, die zij tijdens de procedurehandelingen krijgen, als vertrouwelijk behandelen.

Art. 20. De schending van de bij artikel 19 bepaalde geheimhoudingsplicht wordt bestraft overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

Afdeling 19. — Wijzigingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992

Art. 21. Artikel 358, § 1, 5^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, ingevoegd door de wet van 1 juli 2016, wordt vervangen als volgt :

"5^o er na een procedure voor onderling overleg in toepassing van een internationale overeenkomst ter voorkoming van dubbele belasting of na een procedure in toepassing van het Verdrag ter afschaffing van dubbele belasting in geval van winstcorrecties tussen verbonden ondernemingen (90/436/EEG) van 23 juli 1990 of na een geschillenbeslechtingsprocedure bedoeld in de artikelen 3, 4, 6, 10 of 15 van de wet van 2 mei 2019 tot omzetting van de Richtlijn (EU) 2017/1852 van de Raad van 10 oktober 2017 betreffende mechanismen ter beslechting van belastinggeschillen in de Europese Unie, nog belastingen verschuldigd zijn.

Art. 22. Artikel 376, § 3, 3^o, van hetzelfde Wetboek ingevoegd door de wet van 1 juli 2016, wordt vervangen als volgt :

"3^o van de teveel betaalde belasting die werd vastgesteld na een procedure van onderling overleg in toepassing van een internationale overeenkomst ter voorkoming van dubbele belasting, na een procedure in toepassing van het Verdrag ter afschaffing van dubbele belasting in geval van winstcorrecties tussen verbonden ondernemingen (90/436/EEG) van 23 juli 1990 of na een geschillenbeslechtingsprocedure bedoeld in de artikelen 3, 4, 6, 10 of 15 van de wet van 2 mei 2019

loi du 2 mai 2019 transposant la directive (UE) 2017/1852 du conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'union européenne.

Section 20. — Modification du Code des droits et taxes divers

Art. 23. Dans l'article 158/5 du code des droits et taxes divers, rétabli par la loi du 7 février 2018, il est inséré un paragraphe 3/1 rédigé comme suit :

"§ 3/1. En cas de décision définitive sur une procédure de règlement des différends visée aux articles 3, 4, 6 10 ou 15 de la loi du 2 mai 2019 transposant la directive (UE) 2017/1852 du conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'union européenne, un droit à restitution naît le cas échéant le jour de la renonciation au droit à toute voie de recours interne, sauf dans le cas visé à l'article 15, § 4, alinéa 3 de la loi précitée."

Section 21. — Modification du code des droits de succession

Art. 24. Dans l'article 137, alinéa 1^{er}, du code des droits de succession, modifié par la loi du 11 juillet 2018, il est inséré un 8^o rédigé comme suit :

"8^o Des droits, intérêts et amendes, un an après la décision définitive sur une procédure de règlement des différends visée aux articles 3, 4, 6 10 ou 15 de la loi du 2 mai 2019 transposant la directive (UE) 2017/1852 du conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'union européenne, pour autant que la personne concernée ait renoncé au droit à toute voie de recours interne et sauf dans le cas visé à l'article 15, § 4, alinéa 3, de la loi précitée."

Art. 25. L'article 138 du même code, modifié en dernier lieu par la loi du 12 mars 1952 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

"En cas de décision définitive sur une procédure de règlement des différends visée aux articles 3, 4, 6 10 ou 15 de la loi du 2 mai 2019 transposant la directive (UE) 2017/1852 du conseil du 10 octobre 2017 concernant les mécanismes de règlement des différends fiscaux dans l'union européenne, une nouvelle prescription est acquise après un an.

L'alinéa 2 s'applique seulement si, cumulativement :

1^o La prescription visée à l'alinéa 1^{er} est acquise ou s'il reste moins d'un an avant qu'elle ne le soit ;

2^o La personne concernée a renoncé au droit à toute voie de recours interne ;

3^o L'article 15, § 4, alinéa 3 de la loi précitée ne s'applique pas."

Section 22. — Entrée en vigueur

Art. 26. La présente loi s'applique à toute réclamation introduite à compter du 1^{er} juillet 2019 concernant des différends relatifs aux revenus ou aux capitaux perçus au cours d'une période imposable commençant le ou après le 1^{er} janvier 2018.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 2 mai 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et
Ministre des Finances,
A. DE CROO

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be)

Documents : K54-3653

Compte rendu intégral : 25 avril 2019

tot omzetting van de Richtlijn (EU) 2017/1852 van de Raad van 10 oktober 2017 betreffende mechanismen ter beslechting van belastinggeschillen in de Europese Unie."

Afdeling 20. — Wijziging aan het Wetboek diverse rechten en taken

Art. 23. In artikel 158/5 van het Wetboek diverse rechten en taken, hersteld bij de wet van 7 februari 2018, wordt een paragraaf 3/1 ingevoerd, luidende :

"§ 3/1. In geval van een eindbeslissing in een geschillenbeslechtsprocedure bedoeld in de artikelen 3, 4, 6, 10 of 15 van de wet van 2 mei 2019 tot omzetting van de Richtlijn (EU) 2017/1852 van de Raad van 10 oktober 2017 betreffende mechanismen ter beslechting van belastinggeschillen in de Europese Unie, ontstaat in voorkomend geval een recht op teruggave op de dag van de verzaking van het recht om enig rechtsmiddel aan te wenden, behalve in het geval bepaald in artikel 15, § 4, derde lid, van de voormelde wet."

Afdeling 21. — Wijziging aan het Wetboek der successierechten

Art. 24. In artikel 137, eerste lid, van het Wetboek der successierechten, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 11 juli 2018, wordt een bepaling onder 8^o ingevoegd, luidende :

"8^o van de rechten, interesten en boeten, een jaar na de definitieve beslissing in een geschillenbeslechtsprocedure bedoeld in de artikelen 3, 4, 6, 10 of 15 van de wet van 2 mei 2019 tot omzetting van de Richtlijn (EU) 2017/1852 van de Raad van 10 oktober 2017 betreffende mechanismen ter beslechting van belastinggeschillen in de Europese Unie, op voorwaarde dat de betrokkene heeft afgezien van het recht om enig rechtsmiddel aan te wenden en behalve in het geval bepaald in artikel 15, § 4, derde lid, van de voormelde wet."

Art. 25. Artikel 138 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 12 maart 1952 wordt aangevuld met twee leden, luidende :

"In geval van een eindbeslissing in een geschillenbeslechtsprocedure bedoeld in de artikelen 3, 4, 6, 10 of 15 van de wet van 2 mei 2019 tot omzetting van de Richtlijn (EU) 2017/1852 van de Raad van 10 oktober 2017 betreffende mechanismen ter beslechting van belastinggeschillen in de Europese Unie, is een nieuwe verjaring verworven na een jaar.

Het tweede lid is enkel van toepassing indien de volgende voorwaarden samen vervuld zijn :

1^o de verjaring bepaald in het eerste lid is ingetreden of er rest minder dan een jaar voor het intreden ervan;

2^o de betrokken persoon heeft afgezien van het recht om enig rechtsmiddel aan te wenden;

3^o artikel 15, § 4, derde lid, van de voormelde wet is niet van toepassing."

Afdeling 22. — Inwerkingtreding

Art. 26. Deze wet is van toepassing op elke klacht die wordt ingediend vanaf 1 juli 2019 met betrekking tot geschillen inzake inkomsten of vermogen verkregen in een belastbaar tijdperk dat begint op of na 1 januari 2018.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 2 mei 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en
Minister van Financiën,
A. DE CROO

Met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)

Stukken : K54-3653

Integraal verslag : 25 april 2019